

Enquête sur la structure des exploitations agricoles 2013



35 200 exploitations, les tendances du recensement se poursuivent

En 2013, Rhône-Alpes compte 35 200 exploitations, soit une diminution de 3,5 % par an depuis 2010. Dans une SAU totale stabilisée, les exploitations continuent de s'agrandir et leur surface moyenne atteint 43 hectares. 55 200 UTA travaillent dans les exploitations, soit 6 % de moins qu'en 2010. Cependant, le salariat permanent augmente de 3 %. Les chefs et coexploitants vieillissent, l'effectif des moins de 30 ans diminue de 20 %. L'agriculture biologique et la vente directe continuent de progresser.*

La concentration des exploitations se poursuit

Entre 2010 et 2013, le nombre d'exploitations agricoles rhônalpines est passé de 39 200 à 35 200, perdant ainsi 4 000 unités. Le rythme régional de diminution du nombre d'exploitations, 3,5 % par an, est plus important qu'au niveau national, 2,7 %. Il s'accélère par rapport à la décade 2000-2010 (-3 %). L'intensité et l'accélération de la concentration de l'agriculture rhônalpine s'expliquent par le grand nombre de petites exploitations qu'elle comptait, les plus touchées par la cessation d'activité.

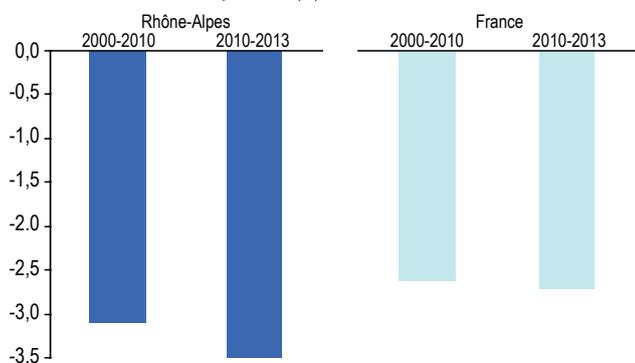
La SAU moyenne augmente fortement

Si la concentration des exploitations s'accélère, il n'en est pas de même, heureusement, de la réduction des surfaces agricoles. Alors que la surface agricole utilisée avait perdu 0,6 % par an en moyenne sur la période 2000-2010, elle se stabilise (-0,2 % par an) entre 2010 et 2013. En effet, de nombreuses sources indiquent que le rythme de l'artificialisation des sols ralentit. Cette tendance est nationale.

* Cf. définitions page 4

La concentration des exploitations s'accélère

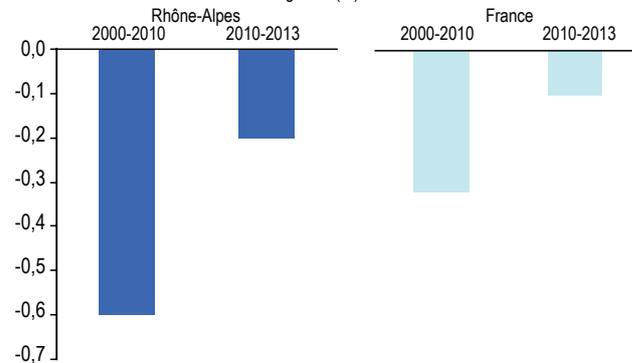
Evolution annuelle du nombre d'exploitations (%)



Sources : Agreste - RA 2000 et 2010, ESEA 2013

La consommation de foncier agricole ralentit

Evolution annuelle de la surface totale agricole (%)



Sources : Agreste - RA 2000 et 2010, ESEA 2013



La restructuration des exploitations (reprise des moyens de production des cédants, regroupement en formes sociétaires) entraîne une augmentation forte de la surface moyenne : gagnant près de 11 % en trois ans, elle atteint 43 hectares. Elle reste cependant nettement plus faible que la moyenne nationale (61 hectares). Cet écart s'explique par la forte présence dans la région de vignes, de fruits et de légumes, et par la moindre dimension économique des exploitations rhônalpines.

Le statut juridique, dans 76 % des cas, est celui d'exploitant individuel. Les EARL* représentent 10 % des exploitations et les GAEC*, 9 %. Au niveau national, la part des EARL est presque double (19 %) et le taux de GAEC est proche de la situation régionale.

Cultures et cheptels : des évolutions, pas de révolution

En trois ans, les grands équilibres ne peuvent pas être bouleversés, et l'agriculture régionale reste dominée par l'élevage tout en étant diversifiée. Si la SAU globale évolue peu, les surfaces occupées par les différentes cultures subissent des ajustements, et quelques évolutions plus sensibles générées probablement par les résultats économiques. Ainsi, les surfaces en production de semences progressent de 20 %, les céréales de 8 % et les oléagineux de 9 %. A l'opposé, les cultures de fleurs et de protéagineux sont en chute libre. Les surfaces occupées par les fourrages, la vigne, les fruits et les légumes sont quasiment stables. Ces évolutions sont

générales au niveau national pour les protéagineux et les fleurs mais pas pour les semences pour lesquelles les évolutions sont très contrastées selon les régions.

Le cheptel régional qui montre l'évolution la plus marquée est celui des brebis laitières dont l'effectif, certes très modeste, passe de 10 000 à 25 000 têtes. A l'opposé, l'important cheptel de brebis nourrices, 254 000 têtes, diminue de 15 %. Le nombre de chèvres, comme celui de truies, recule de 20 %. Le cheptel bovin, qu'il s'agisse des vaches laitières, des allaitantes, ou de l'ensemble des catégories, est stable.

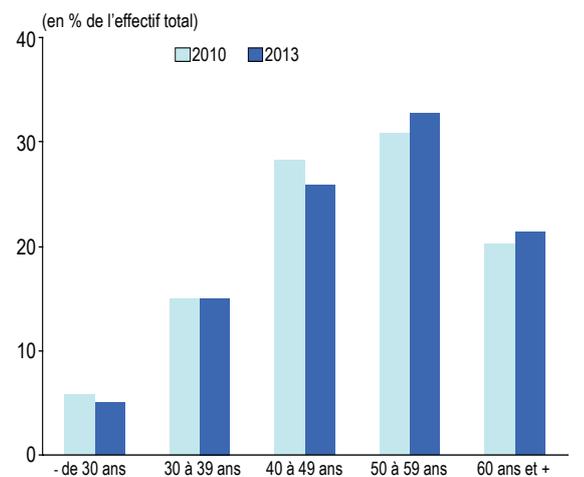
Une main d'oeuvre en diminution

La main d'oeuvre totale travaillant sur les exploitations cumule 55 200 UTA dont 58 % pour les chefs et coexploitants. Le volume de travail total diminue de 6 % alors qu'au niveau national ce recul se limite à 4 %. Les familles sont moins étoffées, ou moins présentes sur les exploitations, puisque le travail familial diminue de 19 %. Par contre, le salariat permanent progresse de 3 % sur la région, poursuivant une tendance observée en 2010.

Seulement 20 % des 43 260 chefs et coexploitants rhônalpins ont moins de quarante ans. Ce taux est conforme à la situation nationale. Les chefs et coexploitants vieillissent : depuis

2010, l'effectif des moins de trente ans diminue de 20 %, celui des plus de 50 ans est quasi stable. La tendance nationale est similaire. La dimension économique et l'orientation technique sont en relation avec l'âge des exploitants. Dans la région, la moitié des moins de 40 ans gèrent de grandes exploitations ; cette tranche d'âge représente plus de 30 % des chefs en grandes exploitations et seulement 10 % en petites. Ces jeunes regroupent 28 % des chefs en orientation bovins lait au lieu de 13 % en grandes cultures. La situation est inverse pour les chefs et coexploitants âgés d'au moins 60 ans qui représentent 35 % de l'ensemble en grandes cultures mais seulement 11 % en bovins lait. Les arboriculteurs ainsi que les éleveurs de chèvres et moutons sont plutôt âgés. Les élevages hors-sol attirent peu les jeunes et comptent rarement des chefs de plus de 60 ans.

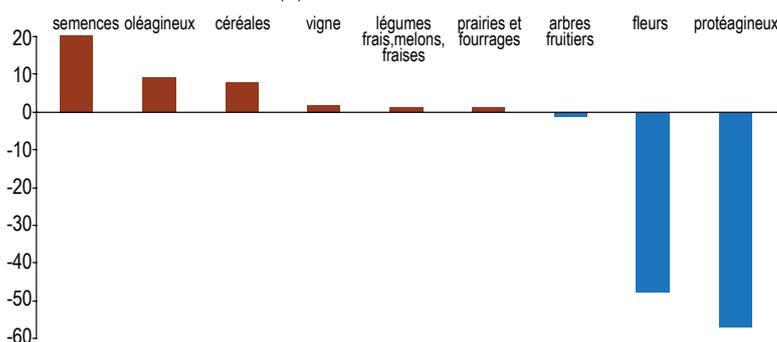
Le vieillissement des chefs se confirme



Sources : Agreste - RA 2010, ESEA 2013

Semences en progression

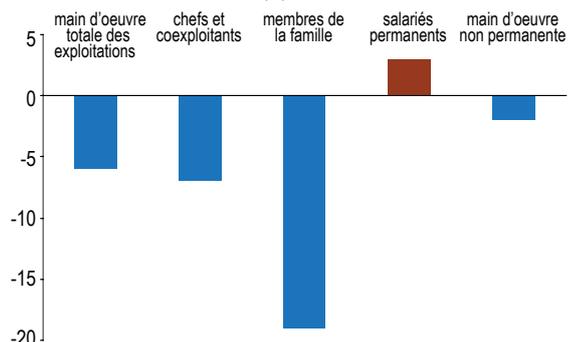
Évolution de la surface de 2010 à 2013 (%)



Sources : Agreste - RA 2010, ESEA 2013

Plus de salariés permanents, moins de membres de la famille

Évolution des UTA de 2010 à 2013 (%)



Sources : Agreste - RA 2010, ESEA 2013

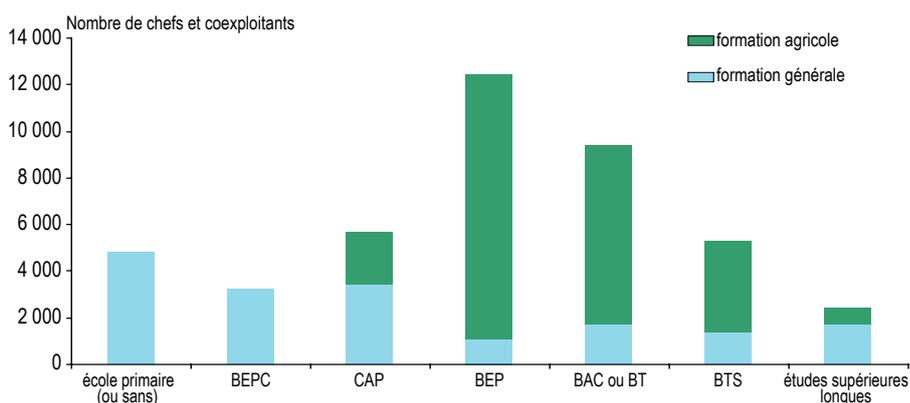
* Cf. définitions page 4



Un bon niveau de formation

Le niveau de formation des chefs et coexploitants continue de progresser : 40 % ont le niveau bac ou plus. Près des trois quarts d'entre eux sont issus d'une formation agricole. Pour 1 700 exploitants, la profession agricole résulte d'un changement d'orientation professionnelle après des études supérieures longues non agricoles. Ce résultat peut témoigner d'une certaine attractivité de l'agriculture, de l'attachement à un territoire, ou de reconversions liées au chômage.

40 % des chefs ont le niveau bac ou plus



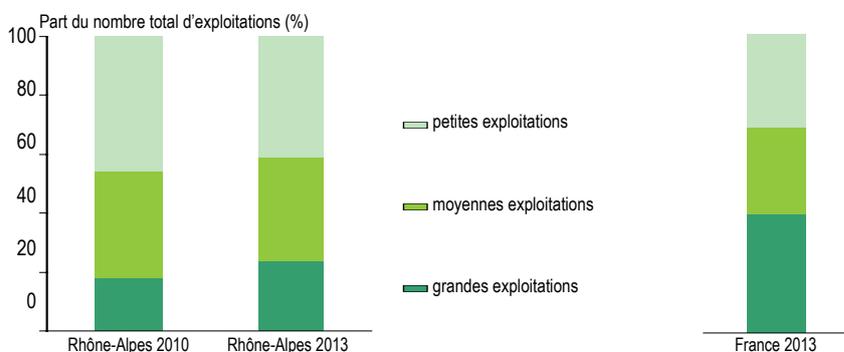
Source : Agreste - ESEA 2013

La dimension économique des exploitations augmente

En 2013, 8 500 exploitations rhônalpines sont classées de grande dimension économique, 12 200 sont moyennes et 14 500 sont petites. Les 20 700 exploitations classées grandes ou moyennes, qui représentent 60 % de l'effectif total, concentrent 84 % de la main d'œuvre, 85 % des surfaces et 96 % de la production théorique (PBS¹). Au niveau national, leur domination est encore plus écrasante.

Par rapport à 2010, la part des grandes exploitations dans l'effectif régional est passée de 18 % à 24 %. Suivant le même mouvement, la PBS moyenne d'une exploitation rhônalpine a progressé de 64 000 € à 80 000 €, restant bien inférieure à la moyenne nationale de 125 000 €¹.

La dimension économique des exploitations rhônalpines progresse mais demeure inférieure au niveau national



Sources : Agreste - RA 2010, ESEA 2013

Orientations techniques : des évolutions contrastées

Chacune des dix orientations technico-économiques rassemble au moins un millier d'exploitations en Rhône-Alpes. Ce large éventail est la conséquence de la diversité géographique. Les orientations bovins lait, élevages hors-sol, maraîchage-horticulture rassemblent des entreprises plutôt importantes. Au contraire, grandes cultures et ovins-caprins sont com-

posées dans la région de structures souvent modestes.

Le nombre d'exploitations par otex évolue de façon différenciée, comparable à ce qu'on observe au niveau national. Ainsi l'orientation bovins mixte, tout en restant d'importance secondaire, est en forte progression. A l'opposé, les élevages hors-sol se concentrent de façon spectaculaire, signe de la grande difficulté que rencontre cette filière.

¹ Ces évolutions sont impactées par la revalorisation des coefficients de calcul de la PBS. A coefficients constants, la taille économique moyenne d'une exploitation rhônalpine serait passée de 64 000 € en 2010 à 70 000 € en 2013. (voir méthodologie).

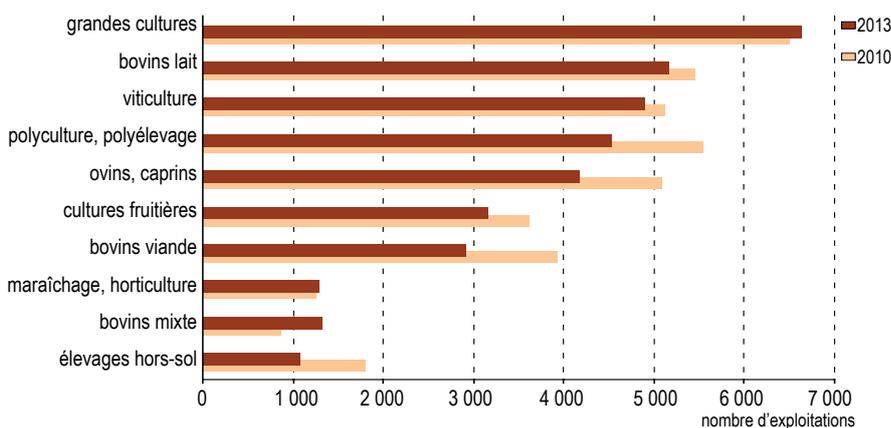
* Cf. définitions page 4

Agriculture biologique et vente directe progressent fortement

2 600 exploitations, soit 7,5 % de l'effectif total, ont au moins une production certifiée bio ou en cours de conversion. Ce chiffre représente une augmentation de 30 % par rapport à 2010.

La vente directe est pratiquée par 10 400 exploitations, soit 30 % du total. Elle est en progression de 26 % par rapport à 2010.

Les effectifs des otex ont des évolutions contrastées



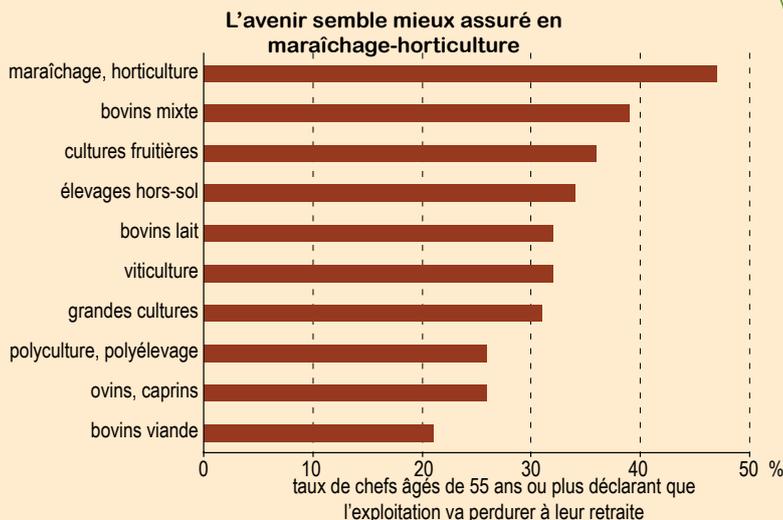
Sources : Agreste - RA 2010, ESEA 2013



Grande dimension économique, succession mieux assurée

Près de 13 700 chefs, 40 % du total, sont âgés de 55 ans ou plus : à leur retraite 31 % d'entre eux pensent que leur exploitation va perdurer et 26 % disent qu'elle sera absorbée par ses voisines. L'incertitude, fréquente, concerne 43 % des cas.

L'avenir des entreprises est plus souvent assuré lorsqu'elles sont classées en grande dimension économique puisque, dans ce cas, 56 % des chefs savent que l'exploitation va perdurer au lieu de 39 % en dimension moyenne et seulement 22 % pour les petites. Cette influence de la dimension économique explique en partie que la succession soit plus souvent assurée dans les orientations technico-économiques à forte PBS moyenne (maraîchage-horticulture, élevages hors-sol, cultures fruitières...) que dans les orientations regroupant beaucoup de petites structures (ovins-caprins, bovins viande).



Source : Agreste - ESEA 2013

PRINCIPAUX RÉSULTATS

| | Rhône-Alpes | | France | |
|----------------------------------|--------------------------------|-----------|-----------|------------|
| | 2010 | 2013 | 2013 | |
| nombre d'exploitations | 39 000 | 35 000 | 452 000 | |
| nombre de chefs et coexploitants | 47 000 | 43 000 | 577 000 | |
| volume de travail (UTA) | 59 000 | 55 000 | 730 000 | |
| cheptels (têtes) | vaches laitières | 269 000 | 270 000 | 3 733 000 |
| | vaches nourrices | 170 000 | 170 000 | 3 960 000 |
| | chèvres | 113 000 | 92 000 | 1 010 000 |
| | brebis (nourrices + laitières) | 307 000 | 279 000 | 5 508 000 |
| | truies | 22 000 | 18 000 | 1 063 000 |
| surfaces (hectares) | totale | 1 517 000 | 1 508 000 | 27 623 000 |
| | dont : céréales | 326 000 | 351 000 | 9 621 000 |
| | vigne | 49 000 | 50 000 | 797 000 |
| | arbres fruitiers | 35 000 | 35 000 | 168 000 |
| MOYENNES PAR EXPLOITATION | | | | |
| SAU (hectares) | 39 | 43 | 61 | |
| PBS (euros) | 64 000 | 80 000 | 125 000 | |
| volume de travail (UTA) | 1,49 | 1,57 | 1,62 | |

Sources : Agreste - RA2010, ESEA 2013

Et demain AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

L'Auvergne, c'est 21 500 exploitations en 2013.

L'élevage bovin domine :

6 000 exploitations sont spécialisées en bovins viande, première production auvergnate, 4 300 en bovins lait et 1 500 en bovins mixte. 3 000 exploitations sont spécialisées en ovins.

Les grandes cultures font la richesse de la Limagne, la lentille verte du Puy est la culture emblématique de Haute-Loire.

Méthodologie - Définitions

L'enquête sur la structure des exploitations, conduite au niveau national, permet de suivre leur évolution entre deux recensements. Les informations recueillies portent sur la campagne 2012-2013. Cette enquête est réalisée sur un échantillon ; les résultats sont donc assortis d'un intervalle de confiance. En Rhône-Alpes, 4 130 exploitations réparties sur les 8 départements ont été interrogées.

Impact de l'actualisation des coefficients PBS

La revalorisation entre 2010 et 2013 des coefficients unitaires pour la valorisation des productions a un impact sur le classement des exploitations selon leur dimension économique et selon leur orientation technico-économique.

A coefficients constants, l'évolution de la répartition des exploitations dans les classes de dimension économique ne s'explique que par l'agrandissement des structures. Avec des coefficients actualisés, elle s'explique aussi par l'évolution de la valeur des productions. Or, entre 2010 et 2013, l'évolution des prix a été globalement favorable. A coefficients constants, la taille économique moyenne d'une exploitation rhônalpine serait passée de 64 000 € en 2010 à 70 000 € en 2013. En

tenant compte de l'évolution des prix, elle passe finalement à 80 000 € en 2013.

De même, l'évolution des effectifs dans chaque classe de spécialisation s'explique par des dynamiques structurelles. A coefficients constants, le nombre d'exploitations baisse entre 2010 et 2013 dans pratiquement toutes les spécialisations, de façon plus ou moins marquée. Avec l'actualisation des coefficients, certaines exploitations changent d'orientation sans que la structure de leurs productions ait été sensiblement modifiée. Ainsi, le prix des céréales ayant évolué plus favorablement que celui des autres productions, certaines exploitations sont reclassées en grandes cultures. A coefficients constants, le nombre d'exploitations de grandes cultures serait stable. Après actualisation des valeurs de productions, il augmente de 2 %.

EARL : exploitation à responsabilité limitée

GAEC : groupement agricole d'exploitation en commun

PBS : production brute standard

UTA : unité de travail agricole